



Extrait du Registre aux Arrêtés du Maire de Montdidier

Arrêté du Maire n° 85

Date de notification
ou de publication :

Nous, Maire de la Ville de Montdidier ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 111-8-3, R 111-19-11 et R 123-46 ;

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995, modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997, relatifs à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R 111-19-1 du code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté modifié du Ministre de l'Intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 02-104 et 02-108 du 9 décembre 2002, portant respectivement création de la commission de sécurité et de la commission d'accessibilité de l'arrondissement de Montdidier ;

Vu l'avis favorable de la commission de sécurité de l'arrondissement de Montdidier en date du 24 mai 2024 ;

ARRETONS

Article 1^{er} – Le centre hospitalier intercommunal Montdidier Roye « Bâtiment ULSD » sis 25 rue Amand de Vienne - 80500 Montdidier de type U 4^{ème} catégorie pour un effectif de 120 personnes est autorisé à accueillir du public sous respect d'effectuer les prescriptions suivantes :

1 – Veiller à ce que les Travaux qui feraient courir un danger quelconque au public ou qui apportaient une gêne à son évacuation soient effectués en dehors de sa présence.

2 – Faire contrôler les travaux par un organisme agréé dans le cadre d'une mission VRAT.

Les rapports de vérifications à transmettre aux membres de la commission de sécurité avant la visite de réception devront préciser, dans l'ordre des articles du règlement de la conformité ou de la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction ou de l'aménagement.

3 – Solliciter le passage de la commission de sécurité, auprès du maire, au moins 1 mois avant la date de fin des travaux afin d'effectuer une visite de réception de cet établissement

4 – Transmettre à la commission de sécurité, au moins deux jours ouvrés avant la date de la visite, les documents suivants :

- l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur ;
- l'attestation du bureau de contrôle, lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission de solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôles de la solidité d'ouvrage. Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage ;
- les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par les personnes ou organismes agréés lorsque leur intervention est requise.

En l'absence de ces documents, la commission de sécurité compétente ne pourra se prononcer.

5 – Installer à chaque niveau, au minimum, un tableau repeteur d'alarme sur lequel seront reportées synthétiquement les informations d'alarme feu provenant du système de détection. Le personnel affecté à la surveillance soit informé de la zone de détection concernée.

Envoyé en préfecture le 25/06/2024

Reçu en préfecture le 25/06/2024

Publié le

ID : 080-218005312-20240617-25062024MN-AR

6 – Solliciter la collaboration d'un coordinateur S.S.I. Une mission de coordination doit être confiée à un S.S.I. pour présider à l'analyse des besoins de sécurité et à la conception du S.S.I. Cette mission doit être réalisée lors de la réalisation et lors de modifications ou extensions éventuelles (article 5.3 NFS 61-931)

7 – Prévoir la réalisation d'un foyer type adapté à la nature du risque rencontré dans les locaux et s'assurer que le foyer type effectué lors des essais soit minimum du type 2 à mousse polyuréthane (NFS 61.970)

8 – Rendre conforme à l'article CO 46 le dispositif de déverrouillage des issues de secours :

§2. « Le verrouillage des portes de sorties de secours peut être autorisé après avis de la commission de sécurité et sous réserve du respect des mesures énoncées dans la suite du présent article.

- a) Chaque porte doit être équipée d'un dispositif de verrouillage électromagnétique conforme à la norme en vigueur pour cette application ;
- b) Les portes équipées ne peuvent être commandées que selon l'un des deux principes suivants :
 - Par un dispositif de commande manuelle (boîtier à bris de glace, par exemple) à fonction d'interrupteur intercalé sur la ligne de télécommande et situé près de l'issue équipée ;
 - Par un dispositif de contrôle d'issues de secours conformes aux dispositions de la norme le concernant (visant également les conditions de mise en œuvre), avec durées de temporisation : T1 max. = 8 s et T2 max = 3mn. La temporisation T2 n'est cependant admise que si l'établissement dispose (Arrêté du 23 décembre 1996) « d'un service de sécurité assuré par des agents de sécurité incendie dans les conditions définies à l'article MS 46 »
- c) Le déverrouillage automatique des issues de secours doit être obtenu dans les conditions prévues à l'article MS 60.

Article 2 – L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 3 – Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Une ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet de Montdidier
- Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie

Fait à Montdidier, le 17 juin 2024



Pour le Maire et par délégation
La Directrice Générale
des services
S. MASSET



RAPPORT DE SÉCURITÉ INCENDIE ET PANIQUE DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

commission de sécurité arrondissement Montdidier

Commune : MONTDIDIER

Dénomination : 539 CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL MONTDIDIER - ROYE
BÂTIMENT USLD

Adresse : 25 RUE AMAND DE VIENNE 80500 MONTDIDIER

Nature et objet du dossier :

Type : Étude

Nature : Autorisation de travaux AT 08056124M0002

Remplacement du SSI de catégorie A

Liste des textes applicables :

Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié

Arrêté du 25 juin 1980 modifié

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation

Code du travail

Instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les ERP

Arrêté du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie

Arrêté du 23 juin 1978 relatif aux chaufferies de plus de 70 kW

Type U - Arrêté du 10 décembre 2004 - Établissements de soins

Demandeur : Centre Hospitalier Intercommunal MONTDIDIER - ROYE

Reçu le : 16 avril 2024

Classement :

Genre : Établissement

Type principal : U « Établissements de santé publics ou privés dispensant des soins de courte durée en médecine, chirurgie, obstétrique »

Catégorie : 4^{ème}

Effectif public : 98

Dont effectif hébergé : 65

Effectif personnel : 22

Effectif total : 120

Historique :

Date de la dernière visite périodique : 24 octobre 2023

Avis exploitation actuel : Défavorable

Descriptif :

Le centre hospitalier de Montdidier est un site comprenant plusieurs bâtiments isolés :

- le bâtiment administratif (type W de 5^{ème} catégorie)
- le bâtiment « Rallu » (type U de 5^{ème} catégorie)
- le bâtiment principal (type U de 3^{ème} catégorie)
- le bâtiment USLD (type U de 4^{ème} catégorie)
- le bâtiment SSR « Les Tilleuls » (type U de 4^{ème} catégorie)
- l'EHPAD Lucien Vivien (type J de 4^{ème} catégorie)

Descriptif du bâtiment USLD :

Le bâtiment USLD reçoit le service d'unité de soins de longue durée (USLD) au sein d'un bâtiment à R+2.
Il comprend notamment :

Au rez-de-chaussée :

- 1 hall d'accueil
- 1 réserve logistique
- 1 bloc sanitaire
- 1 salon de coiffure
- 1 salle d'attente
- 1 salle d'animation de 75 m²
- 1 salle de kinésithérapie
- 1 salle de réunion pour 19 personnes
- des bureaux
- 2 vestiaires
- 1 salon
- 1 local électrique TGBT
- 1 local compresseur
- 1 local sous-station
- des bureaux non affectés (ex ASMIS)

Au R+1 :

- 20 chambres individuelles
- 3 chambres doubles
- 1 réserve
- 1 lingerie
- 1 local détente
- 1 séjour
- 1 salle à manger
- 1 office
- 1 salle de soins

Au R+2 :

- 21 chambres individuelles
- 6 chambres doubles
- 1 réserve
- 1 lingerie
- 1 local détente
- 1 séjour
- 1 salle à manger
- 1 office
- 1 salle de soins

Les étages sont desservis par 3 escaliers judicieusement répartis et deux ascenseurs dont le local machine-rie se situe en toiture terrasse.

L'établissement est doté d'un équipement d'alarme de type 1 associé à un SSI de catégorie A. La centrale incendie se situe dans le bureau des infirmières situé au rez-de-chaussée avec report à chaque niveau. Les circulations horizontales sont désenfumées.

Il dispose également de robinets incendie armés.

Le chauffage est assuré au moyen d'une sous-station alimentée par le réseau urbain.
L'établissement dispose d'une installation fixe de fluides médicaux.

Descriptif des travaux :

Le projet concerne le remplacement du SSI de catégorie A, et notamment :

Migration du SSI existant :

- SDI remplacé complètement
- SMSI remplacé partiellement

Désenfumage :

- remplacement de la tourelle M4
- remplacement du caisson d'extraction M2
- remplacement des coffrets de relaying en toiture terrasse
- remplacement des câbles CR1 en toiture terrasse. Ils seront placés sous des gaines anti-UV
- remise en état d'une gaine d'AF au 2^{ème} étage détériorée par une fuite en toiture terrasse corrigée à l'heure actuelle
- remplacement des grilles d'AF des trappes d'amenées d'AF

Compartimentage :

- remplacement de 2 blocs-portes PF 1/2 heures E30 aux 1^{er} et 2^{ème} étages
- non-stop ascenseurs prévus

Le système central ECS-CMSI-AES sera installé dans un bureau situé au rez-de-chaussée près de l'entrée du bâtiment.

2 zones U10 sont aménagées dans les étages avec des effectifs équivalents :

- au R+1 : 32 résidents (2 zones protégées de 16/16)
- au R+2 : 33 résidents (2 zones protégées de 17/16)

Par ailleurs, il est demandé à ce que les commandes de déverrouillage et les déclencheurs manuels d'incendie soient regroupés dans des locaux accessibles au personnel seulement.

Rappel : article U21

§ 1. Dans les hôpitaux ou les services nécessitant une surveillance particulière des patients, les portes des locaux ou unités de soins peuvent être maintenues exceptionnellement verrouillées, à condition d'être placées chacune sous la responsabilité d'un préposé à leur ouverture.

Ce verrouillage peut être réalisé selon l'un des deux principes suivants :

(...)

b) par un dispositif de verrouillage électromagnétique conforme aux dispositions de l'article CO 46 (§ 2), à l'exception du dispositif de commande manuelle de déverrouillage qui peut être, par dérogation, situé dans un local réservé exclusivement au personnel et situé dans chaque service concerné par cette dérogation.

Aussi, conformément à l'article U21, il est proposé à la commission d'émettre un avis favorable à cette demande pour les services dits "protégés" exclusivement.

Document(s) consulté(s) dans le dossier :

X Un jeu de plans	GROUPEMENT DE COOPÉRATION SANITAIRE DE MOYENS DE L'OISE	01/03/2024
X Une notice de sécurité	GROUPEMENT DE COOPÉRATION SANITAIRE DE MOYENS DE L'OISE	01/02/2024
X Un engagement solidité	Maître d'ouvrage	05/04/2024

X	Cahier des charges fonctionnelles du SSI	QUARDINA	21/03/2024
X	CERFA 13824*04	PHILIPPE SARRIS	08/04/2024

Observation(s) :

Des plans non scannables sont joints à ce dossier.

Tableau des effectifs joint en annexe.

La commission de sécurité a émis un avis défavorable à l'exploitation le 05/12/2023 en raison des 3 prescriptions suivantes :

1/ Lever les non-conformités mentionnées dans le RVRE triennal du SSI A et du désenfumage mécanique réalisé par APAVE le 07/06/2022 portant notamment sur les observations suivantes :

- non fonctionnement de la détection au R+1 circulation petite aile (pas d'asservissement)
- non fonctionnement ZDA R+1 ch 120 petite aile (pas d'asservissement)
- compartimentage non assuré à plusieurs endroits
- éléments dégradés coffrets relayage et câbles CR1 tourelles

Par ailleurs, le technicien compétent SIEMENS mentionne dans son rapport du 03/04/2023 le dysfonctionnement de l'AES.

Faire lever ces observations par un technicien compétent et transmettre une attestation de bon fonctionnement du SSI A et du désenfumage mécanique au maire pour avis de la commission.

2/ Lever les non-conformités mentionnées dans le RVRE des fluides médicaux réalisé par APAVE le 29/12/2022 portant notamment sur les observations suivantes :

- plusieurs fuites d'O₂
- gaines non ventilées

Faire lever les observations par un technicien compétent et transmettre une attestation au maire pour avis de la commission.

3/ Assurer l'ouverture de l'issue de secours au R+1 par une simple poussée. Transmettre une attestation pour avis de la commission.

Le présent dossier vise à lever la prescription n°1.

Prescriptions :

Au regard de la réglementation en vigueur et après avoir procédé à l'examen du dossier transmis ainsi qu'à l'analyse de risque(s), il est proposé la (les) prescription(s) essentielle(s) suivante(s) :

Rappel(s) Réglementaire(s) :

- | | | |
|---|---|--|
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - GN 13 | 1 | Veiller à ce que les travaux qui feraient courir un danger quelconque au public ou qui apporteraient une gêne à son évacuation soient effectués en dehors de sa présence |
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - GE 8 - GE 9 | 2 | Faire contrôler les travaux par un organisme agréé dans le cadre d'une mission VRAT.
Les rapports de vérifications à transmettre aux membres de la commission de sécurité avant la visite de réception devront préciser, dans l'ordre des articles du règlement de la conformité ou de la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction ou de l'aménagement |
| Décret n° 95-260 du 8
mars 1995 modifié - Art 43 | 3 | Solliciter le passage de la commission de sécurité, auprès du maire, au moins 1 mois avant la date de fin des travaux afin d'effectuer une visite de réception de cet établissement |

Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié - Art 46, Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié - Art 47, Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié - Art 48

- 4 Transmettre à la commission de sécurité, au moins deux jours ouvrés avant la date de la visite, les documents suivants :
- l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur ;
 - l'attestation du bureau de contrôle, lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôles attestant de la solidité de l'ouvrage. Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage ;
 - les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par les personnes ou organismes agréés lorsque leur intervention est requise.
- En l'absence de ces documents, la commission de sécurité compétente ne pourra se prononcer.

Prescription(s) liée(s) à l'exploitation :

Type U - arrêté du 10 décembre 2004 - U 45

- 5 Installer à chaque niveau, au minimum, un tableau répéteur d'alarme sur lequel seront reportées synthétiquement les informations d'alarme feu provenant du système de détection incendie, de manière que le personnel affecté à la surveillance soit informé de la zone de détection concernée par l'incendie.

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 143-11

- 6 Solliciter la collaboration d'un coordinateur S.S.I. Une mission de coordination doit nécessairement présider à l'analyse des besoins de sécurité et à la conception du S.S.I. Cette mission doit également exister lors de la réalisation et lors de modifications ou extensions éventuelles (article 5.3 NFS 61-931).

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 143-11

- 7 Prévoir la réalisation d'un foyer type adapté à la nature du risque rencontré dans les locaux et s'assurer que le foyer type effectué lors des essais soit minimum du type 2 à mousse polyuréthane (NFS 61.970).

Arrêté du 25 juin 1980 modifié - CO 46

- 8 Rendre conforme à l'article CO 46 le dispositif de déverrouillage des issues de secours :

§ 2. « Le verrouillage des portes de sorties de secours peut être autorisé après avis de la commission de sécurité et sous réserve du respect des mesures énoncées dans la suite du présent article.

a) Chaque porte doit être équipée d'un dispositif de verrouillage électromagnétique conforme à la norme en vigueur pour cette application ;

b) Les portes équipées ne peuvent être commandées que selon l'un des deux principes suivants :

- par un dispositif de commande manuelle (boîtier à bris de glace, par exemple) à fonction d'interrupteur intercalé sur la ligne de télécommande et situé près de l'issue équipée ;

- par un dispositif de contrôle d'issues de secours conforme aux dispositions de la norme le concernant (visant également les conditions de mise en œuvre), avec comme durées de temporisation : T1 max. = 8 s et T2 max. = 3 mn. La temporisation T2 n'est cependant admise que si l'établissement dispose (Arrêté du 23 décembre 1996) « d'un service de sécurité assuré par des agents de sécurité incendie dans les conditions définies à l'article MS 46. »

c) Le déverrouillage automatique des issues de secours doit être obtenu dans les conditions prévues à l'article MS 60.

En relation avec l'objet du rapport, il est proposé l'avis ci dessous :

Avis Favorable